

Déclaration de l'atelier de restitution de l'étude sur le pastoralisme face à la crise au Sahel

L'atelier de restitution de l'étude sur le pastoralisme face à la crise 2009/2010 au Sahel organisé par le Réseau Billital Maroobe s'est tenu à Niamey (Niger), le 18 janvier 2011, à la salle de conférence du village de la Francophonie. Il a regroupé une quarantaine de participants provenant de sept pays membres du CILSS et représentant les organisations d'éleveurs (Réseau Billital Maroobé, Antennes Nationales du RBM et Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane–APESS), le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), les institutions publiques nigériennes et les partenaires au développement. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence, Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, en présence du Représentant d'Oxfam au Niger.

La présentation des principaux résultats de l'étude portant sur les perceptions de la crise pastorale par les éleveurs, ainsi que sur les Dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises a donné lieu à des discussions approfondies sur : (i) les problématiques majeures ; (ii) les stratégies d'adaptation des éleveurs ; et (iii) l'appréciation des aides reçues par les populations pastorales¹. L'atelier a également pris connaissance du Communiqué final de la 26^{ème} réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) et du compte rendu fait par les mandataires du RBM et de l'APESS à cette rencontre.

Les échanges entre les participants ont fait ressortir la nécessité de définir une vision pour l'élevage et le pastoralisme qui ne confine pas ces activités dans une fonction d'approvisionnement des centres urbains en produits animaux, mais qui intègre toutes leurs dimensions (économiques, sociales et environnementales). La définition de cette vision devrait permettre de préciser et de faire reconnaître par les pouvoirs publics le statut de l'élevage et des éleveurs, tout en valorisant le rôle de la femme et des jeunes pasteurs. Sur un autre plan, cet exercice permettra de mieux prendre en compte la contribution de l'élevage dans l'économie nationale et dans la lutte contre la pauvreté.

L'atelier s'est penché de façon approfondie sur la sécurisation des moyens d'existence des pasteurs en période de crise. A cet effet, il recommande que le Dispositif soit amélioré dans ses fonctions de prévention, de gestion des crises et d'appui à la réhabilitation. Les principales pistes d'amélioration identifiées par l'atelier portent sur :

- La prise en compte effective de la dimension pastorale et de la mobilité dans tous les instruments de politique publique, de la conception à la mise en œuvre et au suivi-évaluation² ;
- La valorisation du savoir-faire pastoral dans le cadre de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information ;
- L'intégration d'indicateurs appropriés dans les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) dédiés à l'élevage et au pastoralisme (accessibilité aux céréales, état des points d'eau et des pâturages, accessibilité aux ressources naturelles stratégiques, etc.) ;

¹ L'étude qui a été réalisée dans quatre pays (Burkina, Mali, Niger et Tchad) a permis recueillir des informations extrapolables à l'ensemble de la sous-région.

² Cette étude s'inscrit dans le prolongement du forum de Gogonou (avril 2010) dont le plan d'action et la feuille de route prennent en compte plusieurs aspects structurels, notamment les questions réglementaires, juridiques et foncières.

- L'élaboration de stratégies pertinentes de ciblage des éleveurs et des groupes vulnérables en leur sein ;
- L'amélioration de l'efficacité de la coordination des interventions entreprises en réponse à la crise.
- Le diagnostic à temps des crises pastorales par les pouvoirs publics en vue de mettre en branle le Dispositif de réponses.

Compte tenu de l'ampleur de la crise de 2009/2010 et des actions menées par les différents acteurs, la capitalisation de ces expériences et leur partage s'imposent, afin de valoriser de façon optimale les enseignements tirés et les démarches innovantes testées par tous les acteurs.

La répétition à intervalle de plus en plus réduit des crises alimentaires et pastorales commande d'appuyer le renforcement des capacités des organisations d'éleveurs et de pasteurs, de développer la synergie d'action entre les organisations d'éleveurs et pasteurs afin qu'elles puissent se positionner comme des interlocuteurs actifs au près des décideurs et qu'elles parviennent à influencer les politiques publiques dans un sens plus favorable à l'élevage et au pastoralisme. Dans le même temps, l'atelier exhorte les organisations d'intégration régionale, en particulier le CILSS, la CEDEAO et l'UEMOA, à peser d'un poids plus lourd pour faire inciter les Gouvernements à mettre en œuvre des mesures de soutien à la mobilité et à la transhumance transfrontalière et de mettre en place des fonds destinés à faire face aux crises éventuelles.

Ces exigences sont d'autant plus nécessaires que le contexte global est marqué par l'aggravation de l'insécurité et par les effets des changements climatiques.

Au vu du Communiqué de la 26^{ème} réunion annuelle du RPCA, l'atelier se félicite des efforts de prise en compte des questions spécifiques liées à l'élevage et au pastoralisme, ainsi que de la pertinence des recommandations formulées. Pour que ces avancées soient consolidées, il convient de :

- Mettre en place un mécanisme garantissant le suivi de la mise en œuvre des recommandations du RPCA ;
- Instaurer un dialogue pérenne avec les organisations d'éleveurs et de pasteurs.

Fait à Niamey le 18 janvier 2011

L'atelier